

GAUCHEBDO



SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 5 • 1^{ER} FÉVRIER 2014 • CHF 3.-

Les Jeunes POP neuchâtelais ont déposé leur pétition pour des transports gratuits page 4



L'écosocialisme trouve une rampe de lancement à Genève page 5



Le revers de la médaille

RUSSIE • Démesure olympique, libérations médiatisées de prisonniers... Pour Poutine, en ce début d'année, tout est bon afin d'estomper, le temps des Jeux, les dérives autoritaires du régime et de masquer les graves problèmes que rencontrent les droits humains en Russie, en particulier pour les sans-papiers et sans-abri.

Fin septembre 2013, Vladimir Poutine s'est lancé dans un vibrant plaidoyer en faveur d'une nouvelle doctrine où se mêle la foi orthodoxe, le messianisme russe, le retour aux fondements de l'identité nationale et la défense de la civilisation chrétienne. Le président a souligné «qu'en Europe la perte d'identité due à la perte des valeurs chrétiennes est le fait d'avoir renoncé à ses racines, à son idéologie traditionnelle, culturelle et religieuse, et même sexuelle»... et que la Russie ne peut s'inspirer d'un tel exemple. Abondant en ce sens, Natalia Narotchnitskaïa, chargée de recherche à l'Académie des sciences de Russie, a ajouté récemment devant le Club suisse de la presse que les structures et les sensibilités démocratiques rencontrées en Europe occidentale ne seraient pas transposables en Russie ni que les droits humains ne sont extrapolables à ce pays. En effet, jamais depuis le début du troisième mandat de Poutine, les droits du citoyen ont été pareillement mis à mal et diverses lois discriminantes ont vu le jour: en juin 2012 celle concernant les rassemblements publics, en juillet 2012 celle punissant toute critique de l'Etat, en novembre 2012 celle sanctionnant le financement des ONG, en juin 2013 celle pénalisant la «propagande homosexuelle». Pour compléter cet arsenal juridique répressif, des camps de travail très similaires aux tristement célèbres goulags fleurissent sur le territoire de la Fédération de Russie.

Parquer les sans-abri dans d'anciens kolkhozes
Aujourd'hui, ce sont les sans-abri qui se retrouvent dans le collimateur de quelques parlementaires et fonctionnaires zélés. Leur idée: obliger les sans-abri de retrouver une vie nor-



male par la force. L'idée n'est pas vraiment nouvelle. En 2010, Sergueï Yourievitch, responsable du comité d'experts sur la politique sociale de la ville de St-Petersbourg préconisait déjà cette méthode, avant que le projet ne soit repris par le député russe Vitaly Milonov, l'auteur de la loi criminalisant les homosexuels. Et, fin 2013, ce fut au tour de l'adjoint du chef du Département de la protection sociale de la population de Moscou, Andreï Beschtanjko, de préparer un projet de loi fédérale à coup d'idées reçues: «En règle générale, les sans-abri sont habitués à la rue et les assistants sociaux n'arrivent pas à les raisonner à revenir à une vie normale. Il faut donc employer des moyens plus radicaux, rouvrir d'anciens kolkhozes abandonnés où des dortoirs seraient construits et les sans-abri déplacés en ces lieux.»

Tombe la neige, tombes de neige
Dans ce contexte, le budget dédié aux Jeux d'hiver de Sotchi et celui que la ville de St-Petersbourg consacre aux sans-logis pour les protéger des grands froids sont deux réalités, deux enjeux diamétralement différents. En effet, cette année en Russie, l'or blanc n'a pas la même valeur pour tous. D'un côté, 36 milliards ou plus afin de satisfaire l'incommensurable ambition de Vladimir Poutine, de l'autre rien. Pas un kopeck n'est prévu pour la saison hivernale 2013-2014 à St-Petersbourg par exemple. Et pourtant, dans cette ville, lors de l'hiver dernier, 1'042 personnes sont mortes de froid officiellement. Devant une telle indifférence, l'ONG russe Nochlezhka*, qui depuis plus de vingt ans aide les citoyens russes sans-papiers et sans-abri, a une nouvelle fois planté deux abris toilés en des lieux stratégiques de la ville. Deux tentes achetées à l'armée et

capables, chacune d'entre elle, d'accueillir une soixante de personnes. Des installations qui prennent tout leur sens lorsque l'on sait que les températures moyennes de l'hiver pétersbourgeois stagnent en dessous de moins quinze degrés, que l'humidité ambiante provoque des ravages parmi les sans-abri. L'hiver dernier, 558 personnes s'y sont réfugiées, soit un total de 4'926 nuitées et 497 cas d'aide d'urgence y ont été soignés. «Afin que les sans-abri puissent passer l'hiver dans des conditions de sécurité minimum, sans souffrir les graves traumatismes dus aux frimas, il faudrait installer au moins une tente dans chaque district de la ville», nous explique Girgory Sverdline, directeur de Nochlezhka. «Peu importe qui assurerait l'organisation, (l'administration du district, le Comité des situations d'urgence ou l'armée), l'important serait que les sans-abri n'attendent pas que chaque nuit soit la dernière.» C'est hélas le cas et seules les

tentes de Nochlezhka viennent au secours de ces citoyens laissés pour compte. A l'intérieur, ils trouvent le chauffage, l'électricité, des repas chauds distribués deux fois par jour, des soins de première nécessité et des conseils juridiques pour faciliter une éventuelle récupération des papiers d'identité. Rappelons qu'en Russie, des millions de citoyens sont dépourvus d'identité administrative et de ce fait l'Etat les considère comme des non-personnes. Un sans-papiers devient très vite un sans-abri et à St-Petersbourg ils sont des dizaines de milliers à subir la neige et le froid. On en est là. Tout sourire, Vladimir Poutine va inaugurer ses jeux mais le président russe ne gagnera aucune médaille pour la défense des droits humains. ■

Pierre Jaccard
L'ONG russe Nochlezhka (pour «un toit pour la nuit») est soutenue depuis notre pays par l'association Nochlezhka Suisse Solidaire, voir www.suisse-solidaire.org



IL FAUT LE DIRE...

Les leçons d'une campagne

Sans préjuger du résultat de l'initiative «contre l'immigration de masse» de l'UDC, il est fort à parier que celle-ci obtiendra un très bon résultat dimanche 9 février. Dès lors, nous pouvons d'ores et déjà tirer plusieurs enseignements de la campagne sur l'initiative.

L'argument selon lequel le texte proposé par l'UDC ferait tomber tous nos accords avec l'Union européenne et mettrait notre pays en difficulté est de moins en moins convaincant. Au contraire, il semble bien contribuer à alimenter le camp des partisans de l'initiative. Force est de constater que les conséquences de la libre circulation sur l'emploi et les conditions de travail ont été largement sous-évaluées. De même que la concurrence européenne sur l'activité de certains entrepreneurs. Jusqu'à présent et à de rares exceptions, les autorités et les représentants de la gauche n'ont fait que se payer de mots sur ces problèmes.

Autre souci, celui de l'urbanisation accélérée et du développement du trafic routier. Selon la dernière enquête de l'institut gfs.bern, ils seraient 21% de sympathisants Verts à soutenir l'initiative de l'UDC. Un chiffre qui sans doute aurait été plus élevé auprès de cet électorat humaniste sans cette énième attaque contre l'asile et la limitation du regroupement familial, mesures particulièrement inhumaines. Cette contestation de la croissance envers et contre tout va revenir à la faveur de la campagne sur l'initiative d'Ecopop. Elle participera également du référendum contre l'extension de la libre circulation à la Croatie qui sera lancé par une partie de la gauche.

Enfin, cette campagne démontre une nouvelle fois que la démocratie helvétique est pervertie par l'argent. D'un côté, l'UDC a posé quatre millions de francs sur la table, dont 3 millions par le seul Blocher. De l'autre, economiesuisse réplique avec des sommes équivalentes. Autant d'annonces qui alimentent les caisses du plus grand groupe de presse suisse, Tamedia. A cette occasion, l'UDC a satellisé le MCG genevois et la Lega tessinoise, quand les grands patrons stipendient un Pierre-Yves Maillard ou un Robert Cramer. Avant de se retrouver au printemps, droite et extrême droite mêlées, pour casser l'initiative de la gauche et des syndicats sur le salaire minimum, avec des budgets à nouveau quasi illimités. Encore une fois, il nous faut revendiquer une loi fédérale sur les campagnes politiques, qui assure des débats démocratiques en encadrant les budgets et en garantissant la transparence. Car à ce jeu-là, la gauche sera toujours perdante.

Jérôme Béguin